



# **PRÉFET DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ARRÊTÉ**

**portant abrogation de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2024  
portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables  
aux installations classées pour la protection de l'environnement  
exploitées par la SAS EDPR France Holding  
à PROUVILLE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, et notamment son article 15 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 9 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 autorisant la SAS EDPR France Holding à exploiter un parc comprenant trois aérogénérateurs et un poste de livraison à PROUVILLE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2024 mettant en demeure la société SAS EDPR France Holding à PROUVILLE de respecter les dispositions des articles 14, 15, 17 3<sup>ème</sup> alinéa, 18 II et 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 18 février 2025 transmis à l'exploitant par courriel du 1<sup>er</sup> avril 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société SAS EDPR France Holding à PROUVILLE a été mise en demeure, le 4 octobre 2024, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par les articles 14, 15, 17 3<sup>ème</sup> alinéa, 18 II et 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;
2. au cours de la visite d'inspection du 18 février 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 octobre 2024 ;
3. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 octobre 2024 peuvent être abrogées ;

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 octobre 2024 notifié à la SAS EDPR France Holding, dont le siège social est situé 40 avenue des Terroirs de France - 75611 PARIS Cedex 12, pour les installations qu'elle exploite à PROUVILLE, sont abrogées.

### **Article 2 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5

du code de justice administrative, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié pendant une durée minimale de deux mois sur le site Internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante :

<https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS EDPR France Holding à PROUVILLE.

Amiens le 15 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD